

00000012

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N° /AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2021 DU 14 JUIN 2021, POUR
LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU BUREAU D'ETUDES POUR LA
REALISATION DE L'ETUDE EN VUE DE L'OPTIMISATION FISCALE DES SERVICES
A VALEUR AJOUTEE OFFERTS DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE
L'ECONOMIE NUMERIQUE AU CAMEROUN

1. Contexte

Au fil des dix dernières années, le Cameroun a connu un développement somme toute remarquable du secteur des technologies de l'information et de la communication.

Il s'est doté d'une vision stratégique devant généraliser l'utilisation des technologies numériques dans des domaines variés tels que l'enseignement, l'administration publique, la santé, l'agriculture...etc.

Cette évolution bien qu'insuffisante, s'est faite sur plusieurs plans :

- **Plan infrastructurel** : on note la poursuite du déploiement de la fibre optique sur l'étendue du territoire national et les points d'atterrissage de câbles sous-marins ;
- **Plan structurel** : on dénombre 4 opérateurs de téléphonie et plusieurs dizaines d'ISP, plusieurs dizaines de chaînes Radio et TV... ;
- **Plan réglementaire** : on note la promulgation en 2015 d'une nouvelle loi sur les communications électroniques, les lois sur le commerce électronique et la cyber sécurité, cinq ans plus tôt Il est en de même de la signature de l'essentiel des textes induits par la loi de 2015.

Ces évolutions ont pour conséquences l'apparition des nouveaux concepts telle l'Economie numérique. L'économie numérique désigne ainsi le secteur d'activité économique relatif aux technologies de l'information et de la communication notamment à la production et la vente de biens, services et contenus numériques (e-commerce, m-commerce,...) auxquels s'ajoutent les services de télécommunications, l'audiovisuel, l'industrie du software, les réseaux informatiques, les équipements informatiques et télécoms, les services d'ingénierie informatique, les services et contenus en ligne...etc.

Cette nouvelle économie dite numérique est aujourd'hui au cœur de la croissance et de la compétitivité des Nations et des entreprises à l'échelle planétaire. Longtemps restée spécifique, elle est devenue le secteur le plus dynamique de l'économie mondiale avec un taux de croissance double de celui de l'économie classique dans la plupart des pays développés. Elle est le principal facteur de gain de compétitivité pour les économies de ces pays et représente désormais près de 30% de la croissance mondiale.

Au Cameroun, ce secteur bien qu'embryonnaire contribue à environ 5% du PIB. Son expansion au regard du Plan stratégique ambitieux mis sur pied en vue de l'émergence numérique du Cameroun sera sans doute le socle de l'économie de notre pays, en termes de croissance, d'emplois, de bien-être social, plus généralement de l'Emergence du Cameroun. C'est donc à juste titre que le Gouvernement à travers le Ministère des Postes et Télécommunications a élaboré en 2016, une stratégie de développement de l'économie numérique baptisée « Cameroun Numérique 2020 » qui ambitionne de faire du Cameroun un pays numérique en 2020.

Bien que son essor présente de nombreux avantages, le secteur pose également un certain nombre de défis auxquels doivent faire face les pouvoirs publics notamment la politique fiscale des services à valeur ajoutée (SVA) offerts dans le cadre du développement de l'économie numérique. Les stratégies fiscales classiques étant adaptées à l'économie classique, il est question aujourd'hui d'élaborer des stratégies fiscales qui s'accommodent à ce nouveau monde immatériel afin de juguler le phénomène d'érosion fiscale inhérent à cet univers de plus en plus porté vers le virtuel. Telle est le sens de la présente étude.

2. Consistance des prestations

Les prestations portent sur :

- ***L'état des lieux***

- *l'identification l'ensemble des SVA fournis par les acteurs du numérique ainsi que la fiscalité applicable à ces derniers ;*
- *la classification des services à valeur ajoutée offerts par les acteurs locaux et internationaux ;*
- *l'évaluation des besoins d'accès des acteurs locaux aux SVA ;*
- *la détermination de la place et du rôle des SVA dans l'écosystème du numérique, en particulier dans la chaîne des valeurs de cet écosystème ;*
- *la liste des obstacles éventuels au développement harmonieux des SVA.*

- ***L'analyse du segment d'activités des SVA:***

- *l'évaluation des recettes potentielles ;*
- *l'évaluation des recettes réellement perçues ;*
- *l'évaluation de l'incidence réelle sur l'assiette fiscale de l'Etat ;*
- *l'évaluation de l'incidence sur l'emploi et le secteur informel.*

- ***La définition des orientations et la proposition d'optimisation fiscale***

- *d'un régime facilitant le développement des startups locales du numérique en phase de développement, afin qu'elles ne soient pas étouffées par une fiscalité non adaptée en phase de développement, et qu'elles puissent plus tard contribuer de façon optimale à la fiscalité ;*
- *de mesures permettant aux multinationales du numérique, grands fournisseurs de contenus, d'externaliser leurs activités au Cameroun, en partenariat avec les entreprises locales ;*
- *de mesures permettant de décourager l'externalisation par les filiales des multinationales au Cameroun, des activités liées aux services à valeur ajoutée pouvant être fournies par les PME locales ;*
- *d'une optimisation fiscale des services à valeur ajoutée offerts dans le cadre du développement de l'économie numérique acteurs locaux/internationaux ;*
- *de mise en place d'un mécanisme de veille numérique.*

- ***L'organisation des ateliers de restitution et de validation***

3. Participation

La participation au présent Appel à manifestation d'intérêt est ouverte aux cabinets ou bureau d'études spécialisés dans le domaine des communications électroniques et justifier des compétences en matière d'économie numérique.

4. Composition du dossier de candidature

Le dossier d'Avis à Manifestation d'Intérêt comprendra les sections suivantes :

- Section 1 : Pièces administratives ;
- Section 2 : Dossier technique.



4.1. Section 1 : pièces administratives (enveloppe A)

La section 1 comprend les pièces administratives (originales ou leurs copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) et valables pour l'exercice en cours) suivantes :

- a) lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- b) copie de l'attestation d'immatriculation ;
- c) copie du registre du commerce, certifiée au greffe du tribunal de 1^{ère} instance ;
- d) attestation de non redevance (copie certifiée, par le service des impôts) ;
- e) attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- f) attestation de non faillite (original ou copie certifiée par le greffe du tribunal de 1^{ère} instance.

4.2. Section 2 : dossier technique (enveloppe B)

L'enveloppe B contiendra les informations suivantes :

- la présentation du cabinet ainsi que les domaines d'action et d'intervention ;
- la liste des formateurs avec les copies des diplômes et des CV datés et signés par chaque expert ;
- les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des cinq (05) dernières dans le domaine des postes (marchés et lettres commande...) ;
- les moyens logistiques.

5. Critères d'évaluation et de sélection des cabinets

5.1. Critères éliminatoires :

- Dossier administratif incomplet ;
- Fausse déclaration, document falsifié ;
- Note technique inférieure à 75 points sur 100.

5.2. Critères de qualification

Les offres techniques seront présentées en fonction des principaux critères ci-après :

- a) Compréhension du mandat de la mission (contexte, objectifs, démarche méthodologique.....).....20 points ;
- b) Expérience du personnel clé.....50 points ;

- Chef de mission, Ingénieur Télécom/TIC, BAC+5, ayant au moins 10 ans d'expérience dans le domaine des télécommunications et justifiant des compétences dans le domaine de l'économie numérique en tant que chef de mission.20 points ;

- Expert 1, Ingénieur Informaticien, BAC+ 5, spécialiste des systèmes d'information, ayant au moins 10 ans d'expérience dans le domaine des télécommunications, justifiant d'au moins cinq (05) ans d'expérience dans la réalisation d'études similaires.10 points ;

- Expert 2, Ingénieur des télécommunications, BAC+ 5, spécialiste des systèmes d'information, ayant au moins 10 ans d'expérience dans le domaine des télécommunications, justifiant d'au moins cinq (05) ans d'expérience dans la réalisation d'études des communications électroniques en économie des télécommunications ;10 points ;

- Expert 4, Juriste BAC+ 5, expert en droit des communications électroniques.....10 points

- c) Références du candidat.....30 points.

Les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des cinq (05) dernières années (fournir les preuves de la réalisation des missions similaires) :

- au moins deux références similaires.....30 points ;
- une référence similaire.....10 points.



6. Dépôt des dossiers.

Les dossiers de candidature seront remis en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, sous pli fermé scellé et comportant deux enveloppes distinctes à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (porte 162), au Ministère des Postes et Télécommunications, au plus tard le ~~31.05.2021~~ **14.06.2021** 14 heures 30 minutes, heure locale et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N° _____/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2021 DU _____, POUR
LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU BUREAU D'ETUDES POUR LA
REALISATION DE L'ETUDE EN VUE DE L'OPTIMISATION FISCALE DES SERVICES
A VALEUR AJOUTEE OFFERTS DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE
L'ECONOMIE NUMERIQUE AU CAMEROUN

« à n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

7. Renseignements complémentaires

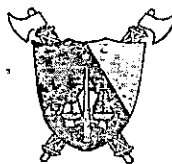
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Réglementation des Postes, Télécommunications et des TIC, 4^e étage, porte 414, téléphone : 222 2241 90.

8. Publication des résultats

L'Avis d'Appel d'Offres National Restreint (AONR) fera office de publication des résultats du présent avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt./-

Le Ministre des Postes et Télécommunications





00000012

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No.

/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2021 OF 14 JUN 2021, FOR THE

**RECRUITMENT OF A CONSULTING FIRM OR FIRM FOR THE CONDUCT OF A
STUDY FOR TAX OPTIMISATION OF VALUE ADDED SERVICES OFFERED WITHIN
THE FRAMEWORK OF THE DEVELOPMENT OF THE DIGITAL ECONOMY IN
CAMEROON**

1. Background

Over the last ten years, Cameroon has experienced a significant development of the information and communication technologies sector.

The country has adopted a strategic vision to popularise the use of digital technologies in various fields such as education, public administration, health, agriculture, etc.

Although this development is insufficient, it has been implemented on several levels:

- **Infrastructural plan:** the roll-out of optical fibre throughout the national territory and the deployment of submarine cable landing points is ongoing;
- **Structural plan:** there are 4 telephone operators and several dozen ISPs, several dozen radio and TV channels, etc;
- **Regulatory level:** a new law on electronic communications was adopted in 2015, as were the laws on electronic commerce and cybersecurity, five years earlier The same applies to the signature of the main texts induced by the 2015 law.

These developments have resulted in the appearance of new concepts such as Digital Economy. The digital economy thus refers to the sector of economic activity relating to information and communication technologies, in particular to the production and sale of goods, services and digital content (e-commerce, m-commerce, etc.) to which are added telecommunications services, the audio-visual sector, the software industry, IT networks, computer and telecoms equipment, IT engineering services, online services and content, etc.

This so-called new digital economy is now at the very centre of the growth and competitiveness of nations and companies worldwide. For many years, it has remained specific, but it has become the most dynamic sector of the world economy, with a double growth rate of the traditional economy in most developed countries. It represents the main factor of competitiveness gain for the economies of these countries and now accounts for nearly 30% of world growth.

In Cameroon, although embryonic, this sector contributes to about 5% of GDP. Its expansion with regard to the ambitious strategic plan set up for the digital emergence of Cameroon will undoubtedly be the foundation of the economy of our country, in terms of growth, jobs, social welfare, more generally of the Emergence of Cameroon. It is therefore appropriate that the Government through the Ministry of Posts and Telecommunications has developed in 2016, a strategy for the development of digital economy called "Digital Cameroon by 2020" which is designed to transform Cameroon into a digital country by 2020.

Despite the many advantages of the sector's growth, it also poses a number of challenges that the government must address, particularly the tax policy for value-added services (VAS) offered as part of the development of digital economy. As traditional tax strategies are tailored to the traditional economy, it is now a question of developing tax strategies that accommodate this new immaterial world in order to curb the phenomenon of tax erosion inherent to this increasingly virtual world. Such is the purpose of this study.

2. Description of services

The services shall focus on:

- *The state of play*
 - *identification of all VAS provided by digital stakeholders as well as taxes applied to them;*
 - *classification of VAS offered by local and international stakeholders;*
 - *the evaluation of the requirements for access to VAS by local stakeholders;*
 - *the determination of the place and role of VAS in the digital ecosystem, especially in the value chain of this ecosystem;*
 - *the list of possible obstacles to the smooth development of VAS.*
- **Analysis of the VAS business segment:**
 - *the assessment of potential revenues;*
 - *assessment of the revenue actually received;*
 - *assessment of the actual impact on the state's tax base;*
 - *Assessment of the impact on employment and the informal sector.*
- **The definition of guidelines and the proposal for tax optimisation**
 - *a scheme that facilitates the development of local digital start-ups in their development phase, so that they are not stifled by unsuitable taxation in the development phase, and can later make an optimal contribution to taxation;*
 - *measures to allow multinational digital companies, major content providers, to outsource their activities in Cameroon, in partnership with local companies;*
 - *measures to discourage the outsourcing by multinationals' subsidiaries in Cameroon of activities related to value-added services that can be provided by local SMEs;*
 - *tax optimisation of value-added services offered within the framework of the development of the local/international digital economy;*
 - *the setting up of a digital watch mechanism.*
- **Organisation of restitution and validation workshops**

3. Participation

Participation in this call for expressions of interest is open to consulting firms or firms specialised in the field of electronic communications and capable of demonstrating competence in digital economy.

4. Application file

The application file of the Call for Expression of Interest shall include the following volumes:

- Volume 1: Administrative documents;
- Volume 2: Technical documents.

4.1. Volume 1: Administrative documents (envelop A)

Volume 1 shall include the following administrative documents (originals and their certified true copies of not more than three (03) months and valid for the current financial year):

- a) A cover letter duly signed by the applicant;
- b) copy of the certificate of registration;
- c) a copy of the commercial register, certified by the Registry of the Court of First Instance;
- d) tax clearance certificate (certified copy, by the tax service);
- e) a certificate of non-exclusion from public contracts issued by the ARMP;
- f) a certificate of non-bankruptcy (original or copy certified by the Registry of the Court of First Instance).

4.2. Volume 2: Technical file (envelop B)

Envelope B shall contain the following information:

- the presentation of the Firm or Consulting Firm as well as areas of action and intervention;
- the list of trainers with copies of certificates and CVs dated and signed by each expert;
- References of the consulting firm for similar services executed during the past five (05) years in the postal sector (contracts, purchase order...)
- Logistic resources.

5. Evaluation and selection criteria of firms

5.1. Eliminary criteria:

- Incomplete administrative document;
- False declaration, forged document;
- Technical score below 75 points out of 100.

5.2. Selection criteria:

The technical bids shall be presented according to the main criteria below:

- a) **Understanding the mandate of the mission (background, objective, approach methodology)** 20 points;
- b) **Experience of the key staff members50 points ;**
 - Mission Head, Telecom/ICT Engineer, GCE A/L+5 years in university, with at least 10 years of experience in the field of telecommunications and proving skills in the field of digital economy as mission head.20 points ;
 - Expert 1, IT engineer, GCE A/L + 5 years in university, specialist in information systems, with at least 10 years' experience in the field of telecommunications, justifying at least five (05) years of experience in the performance of similar studies.10 points ;
 - Expert 2, Telecommunications engineer, GCE A/L+ 5 years in university, specialist in information systems, with at least 10 years of experience in the field of telecommunications, justifying at least five (05) years of experience in the performance of electronic communications studies in telecommunications economics;10 points ;
 - Expert 4, Jurist with GCE A/L + 5 years in university, expert in electronic communications law....10 points
- c) **References of the candidate.....30 points.**

References of the consulting firm for similar works executed during the past five (05) years (show proof of the execution of similar works):

 - at least two similar references.....30 points ;
 - one similar reference.....10 points.

6. Submission of files

Application files shall be submitted in five (05) copies including one (01) original and four (04) copies labelled as such, which shall be submitted in a sealed envelope containing two separate envelopes to the Department of General Affairs, (room 162), at the Ministry of Posts and Telecommunications, not later than ~~3.6 July 2021~~ **1.6 July 2021** at 2:30 pm, local time and shall carry the following label:

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No.
_____/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2021 OF _____, FOR
THE RECRUITMENT OF A CONSULTING FIRM OR FIRM FOR THE CONDUCT OF A
STUDY FOR TAX OPTIMISATION OF VALUE ADDED SERVICES OFFERED WITHIN
THE FRAMEWORK OF THE DEVELOPMENT OF THE DIGITAL ECONOMY IN
CAMEROON

“to be opened only during the bid-opening session”

7. Additional information

Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Posts, Telecommunications and ICT Regulation, 4th floor, room 414, telephone: 222 2241 90.

8. Publication of results

The Restricted National Invitation to Tender shall be published as the result of this Call for Expression of Interest./-

The Minister of Posts and Telecommunications

